

Unité départementale de Vendée
10, rue du 93^{ème} régiment d'infanterie
Bat A
cité administrative Travot , CS 70766
85000 La Roche-sur-yon

La Roche-sur-yon, le 03 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAVAC

12 boulevard Réaumur
BP 27
85001 La Roche-sur-Yon

Références : DENV.2024.177
Code AIOT : 0006301370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2024 dans l'établissement CAVAC implanté Bel Air 85480 Fougeré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à l'incendie survenu dimanche 28 avril sur l'atelier de maintenance et une partie de l'entrepôt de stockage des produits finis de l'usine de fabrication d'aliments pour animaux (UAB).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAVAC
- Bel Air 85480 Fougeré
- Code AIOT : 0006301370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement CAVAC situé à Fougeré comporte plusieurs installations classées (entreposage de produits phytosanitaires, silos de stockage de céréales, usines de fabrication d'aliments pour animaux).

Cet établissement est classé "Seveso" seuil bas, c'est-à-dire qu'il comporte une ou plusieurs installations susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Il comporte également des installations (usines de fabrication d'aliments pour animaux) mentionnées à l'annexe I de la directive no 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (installations dites "IED").

La présente visite portait sur l'usine de fabrication d'aliments pour animaux autorisée en 1989.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|----------------------------|--|--|-----------------------|
| 2 | État des matières stockées | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|---|--|
| 3 | Gestion des eaux susceptibles d'être polluées | Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 4.3.11 | Mesures d'urgence | 24 heures (pour le maintien des effluents sur le site) |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------|--|-------------------|
| 1 | Rapport d'accident | Code de l'environnement du 29/04/2024, article R. 512-69 | Sans objet |
| 4 | Comportement au feu | Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 8.2.1.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater les conséquences de l'incendie survenu le 28 avril 2024 dans l'atelier et le local de stockage des produits finis de l'usine de fabrication d'aliments pour animaux. Les installations impliquées dans l'incendie ne contribuent pas au classement "Seveso" seuil bas de l'établissement. Il n'y a pas eu de blessé ou de dégâts environnementaux majeurs.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 15 jours un compte-rendu d'accident.

En outre, il a été constaté que l'établissement ne dispose pas d'un état des stocks répondant à l'ensemble des exigences de l'article 50 de l'arrêté du 4 octobre 2010. Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé pour que l'exploitant se remette en conformité.

Concernant la gestion des eaux d'extinction d'un incendie, il est demandé à l'exploitant de réaliser des mesures des eaux récupérées dans les bassins de rétention. Dans l'intervalle, il est demandé à l'exploitant de conserver les eaux sur le site. Un arrêté de mesures d'urgences imposant ces dispositions est proposé.

Enfin, l'inspection a permis de constater l'efficacité du mur et des portes coupe-feu séparant le local de stockage et l'usine de fabrication. Il a permis d'empêcher l'extension du feu à cette dernière avant l'arrivée des services de secours et d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/04/2024, article R. 512-69 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances |

dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'astreinte de la DREAL a été informée le 28 avril par la société CAVAC d'un incendie survenu le même jour sur l'établissement que cette dernière exploite sur la commune de Fougeré. L'établissement est classé seuil bas pour le stockage de produits dangereux, mais les installations concernées par l'incendie sont l'usine de fabrication d'aliments pour animaux (dénommée UAB), plus particulièrement un local de maintenance ainsi que l'entrepôt de stockage des produits finis ensachés.

Le local de maintenance a été entièrement détruit par l'incendie, ainsi qu'une partie de l'entrepôt.

Lors de la présente visite, des opérations de manutention (évacuation des matières stockées dans l'entrepôt) étaient en cours sous la surveillance d'une équipe du service départemental d'incendie et de secours.

Selon les éléments recueillis lors de la visite :

- la détection de l'incendie a été faite par un riverain de l'usine qui a prévenu le service maintenance,
- les causes de l'incendie et la localisation du foyer primaire n'étaient pas déterminées,
- il n'y a eu aucun blessé (l'établissement était à l'arrêt),
- il n'y a pas eu d'extension de l'incendie à l'usine ;
- les eaux d'extinction ont été dirigées vers les lagunes et bassins de rétention des eaux (voir ci-dessous).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le rapport d'accident mentionné à l'article R. 512-69 du code de l'environnement. Un modèle est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.aria.developpementdurable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022.

Constats :

L'établissement est concerné par cet article puisque relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement (Installations classées pour la protection de l'environnement susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, communément dénommées "Seveso").

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un listage des matières présentes dans le local d'entreposage des produits finis. Ce document ne répond pas aux exigences mentionnées ci-dessus, pour les raisons suivantes :

- le listage comporte l'ensemble des matières stockées (par référence) mais ces dernières ne sont pas regroupées par mention de dangers (le cas échéant, pour les matières dangereuses), et risques particuliers (matières combustibles, piles ou batteries) ;
- il n'existe pas d'état sous forme synthétique pour l'information de la population.

En outre, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas pu accéder au listage des matières présentes lors de l'accident, car l'électricité avait été coupée sur l'ensemble du site, empêchant de ce fait d'accéder aux ressources informatiques (serveur).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité vis-à-vis de l'article 50 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Gestion des eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 4.3.11

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux susceptibles d'être polluées par un incendie

Prescription contrôlée :

Les eaux polluées ou susceptibles de l'être (eaux extinction incendie par exemple) sont collectées dans les installations de stockage (étanchéifiées par géomembrane pour les bassins de confinement du versant sud et du central appro) en vue d'être éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites de concentration autorisées par le présent arrêté.

Constats :

Les installations touchées par l'incendie font partie du bassin versant nord des eaux pluviales du site. Ces eaux sont dirigées :

- d'une part vers un ensemble de trois lagunes puis le point de rejet n° 1,
- d'autre part vers un bassin de 650 m³ se dirigeant vers le point de rejet n° 1 bis.

Ces bassins ne comportent pas de membrane étanche mais sont constitués d'un fond argileux.

Le plan d'opération interne comporte un mode opératoire référencé "CA/SEC/FOU/MO/001" dénommé "manoeuvre vannes des bassins de rétention site de Fougéré".

Ce mode opératoire présente la manipulation à effectuer en sortie du bassin de 650 m³ pour interrompre le rejet au point 1 bis (fermeture du clapet). Lors de la visite, il a été constaté qu'il n'y avait pas d'écoulement en aval de ce clapet.

Par contre, le point de rejet n° 1 n'était pas isolé et des rejets (à faible débit) avaient lieu dans le fossé qui ceint le site.

Lors de la visite, aucun prélèvement de ces eaux pour analyses n'avait été réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de réaliser des analyses des effluents présents dans le bassin "tampon nord" de 650 m³ de volume et de la lagune située en amont du point n° 1. Les paramètres mesurés sont, d'une part ceux visés par le tableau de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2018 modifié, et d'autre part les substances "PFAS" visées par l'arrêté du 20 juin 2023 ;
- dans l'attente des résultats de maintenir sur le site les effluents concernés ;
- en fonction des résultats, de proposer une gestion des effluents.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 24 heures pour les opérations visant au maintien des effluents sur le site, 2 mois pour la réalisation des analyses et la proposition des mesures de gestion des effluents

N° 4 : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 8.2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Séparation entre le bâtiment d'entreposage des sacs et l'usine

Prescription contrôlée :

Le bâtiment d'entreposage des sacs est séparé de la tour de fabrication et des aménagements précités par un mur REI 120 et porte (s) EI120. Il dispose de portes se fermant automatiquement en cas d'élévation de la température.

Constats :

Le bâtiment d'entreposage des sacs est séparée des locaux abritant le dosage et la fabrication par un mur REI 120. Les portes EI 120 intégrées à ce mur se sont fermées automatiquement lors de l'incendie.

Ces dispositifs, et l'intervention des services d'incendie et de secours, ont empêché l'extension de l'incendie aux locaux de production.

Type de suites proposées : Sans suite